

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est

Une publication des Services économiques de l'AEOI

Semaine du 25 septembre 2023

Régional

A l'Assemblée générale des Nations Unies, W. Ruto et P. Kagame réclament plus d'actions

Dans son discours intitulé « Le multilatéralisme à l'épreuve » le président Ruto a reproché aux Nations unies d'esquiver les défis cruciaux tout en se protégeant du changement. Il a déclaré que l'Afrique a été le principal sujet des décisions du Conseil de sécurité des Nations unies au cours des 30 dernières années, mais qu'elle n'avait guère eu son mot à dire sur la manière dont ces décisions avaient été prises. Par ailleurs, le président Ruto a également critiqué les Nations unies pour "le développement inadéquat et l'action climatique limitée, dans un contexte de progrès technologique et d'énormes richesses". Discours suivi par Paul Kagame, le président rwandais, qui a alerté sur les progrès minimes réalisés dans le cadre des objectifs de développement durable, de réduction des conflits dans le monde et dans la dynamisation de la coopération internationale. Au niveau des rencontres, M. Ruto s'est entretenu avec

Volodymyr Zelenskyy, qui a promis de collaborer avec Nairobi pour mettre en place une plate-forme céréalière à Mombasa afin de mieux redistribuer les céréales aux pays africains pauvres. De plus, le Kenya a signé un accord avec la NBA pour aider à former des entraîneurs locaux et devrait ouvrir un bureau à Nairobi. De son côté, le président rwandais, Paul Kagame, a rencontré Albert Bourla, le président et CEO de la compagnie pharmaceutique Pfizer, avec pour objectif le renforcement de la coopération entre le pays et l'entreprise.

Burundi

Pas de brève cette semaine

Comores

L'Institut de statistiques de l'Union africaine organise deux réunions aux Comores sur la production de statistiques pour de meilleurs standards

En partenariat avec l'Institut national des études économiques et démographiques, Statafric a organisé à Moroni aux Comores deux réunions techniques de travail sur la comptabilité nationale et les statistiques de la science, de la technologie et de l'éducation. L'objectif de ces rencontres est d'engager une production de statistiques harmonisées à l'échelle du continent africain. Cette coordination entre instituts vise à répondre aux difficultés de production de données fiables aux Comores, et aux enjeux d'échanges d'informations harmonisées dans le cadre de la mise en œuvre de la zone de libre-échange continentale africaine.

Djibouti

Pas de brève cette semaine

Erythrée

Pas de brève cette semaine

Ethiopie

Hausse de la rentabilité générale des entreprises publiques éthiopiennes

Les 9 entreprises publiques intégrées au portefeuille de L'Agence de gestion des entreprises publiques éthiopienne (PEHAA) ont généré 45,3 Mds ETB (816 MUSD) de recettes sur l'année fiscale 2022/2023 soit une hausse de 27 % par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat est permis par les performances de l'*Ethiopian Electric Power* (48 % des recettes agrégées des 9 entreprises), suivie de la *Development Bank of Ethiopia* (29,2 %) et, dans une moindre

mesure, de l'*Industrial Inputs Development Enterprise* (9,2 %), l'*Ethio Engineering Group* (5,8 %), l'*Industrial Park Development Corporation* (4,1 %), *Ethio Post* (2,7 %), l'*Animal Health Institute* (0,6 %), la *Liability Asset Management Corporation* (0,3 %) et l'*Ethiopian Railways Corporation* (0,1 %). L'Éthiopie compte 40 à 60 entreprises publiques dont une partie (27 entreprises publiques parmi les plus rentables) a été placée sous la gestion de l'*Ethiopian Investment Holding (EIH)*, fonds souverain créé en 2022, afin d'améliorer l'efficacité de leur gestion dans l'optique d'ouvrir leur capital aux investisseurs privés, au cas par cas. Reflet de leur poids dans l'économie éthiopienne, les entreprises publiques sont largement représentées parmi les plus gros contributeurs à l'impôt. Elles ont permis la création de 250 000 emplois directs et 1 million d'emplois indirects et sur l'année fiscale 2022/2023, leurs revenus (445 Mds ETB ; 8,0 Mds USD) représentaient 10 % du PIB national.

Kenya

Le KES devrait continuer de s'affaiblir du fait des faibles entrées de devises

La baisse des entrées de devises et la hausse des taux d'intérêt mondiaux sont les principaux facteurs qui continueront de faire perdre du terrain au KES par rapport à l'USD. Le KES s'échangeait à 147,3 KES contre l'USD jeudi, selon les données de la Banque centrale du Kenya (CBK), contre 120,5 KES au cours de la même période l'année dernière, ce qui représente une dépréciation de 22,2 %. Les entrées de devises au Kenya reposent sur les remises des diasporas, les exportations, le tourisme,

les investissements directs à l'étranger et les décaissements de prêts étrangers pour stabiliser la monnaie. Or, l'augmentation des taux d'intérêt par la Réserve fédérale des Etats-Unis ces derniers mois a précipité la fuite des dollars des pays en développement vers les Etats-Unis. Par conséquent, selon l'entreprise d'analyse des données *Steers*, le KES devrait s'échanger entre 146 KES et 152 KES par rapport au dollar dans les semaines à venir.

Les paiements d'intérêts de la dette kenyane augmentent de 231,6 Mds KES

Les paiements d'intérêts sur les emprunts contractés par l'Etat devraient augmenter d'un montant record de 231,6 Mds KES. Le Trésor prévoit que les paiements d'intérêts au cours de l'exercice financier se terminant en juin 2024 augmenteront fortement pour atteindre 918,9 Mds KES, soit une augmentation de 33,7 % par rapport au budget initial t, qui prévoyait 687,3 Mds KES. L'augmentation des paiements d'intérêts est due à l'affaiblissement du KES et aux taux d'intérêt élevés dans l'environnement national. Or comme une grande partie de la dette kenyane est libellée en devises étrangères, l'affaiblissement de la monnaie locale entraîne mécaniquement l'augmentation du service de la dette extérieure.

Le Kenya envisage d'initier la construction de sa première centrale nucléaire en 2027

Le Kenya prévoit de lancer la construction de sa première centrale nucléaire en 2027, dans un objectif de diversification de son mix électrique, et dans un contexte de

demande croissante. Par ailleurs, la volonté du gouvernement de développer l'énergie nucléaire était inscrite dans le *Least Cost Power Development Plan (LCPCP)* mis à jour en juin 2022. Selon Justuc Wabuyabo, PDG par intérim de la *Nuclear Power and Energy Agency (NuPEA)*, l'appel d'offres serait publié entre 2026 et 2027 pour un début de la construction en 2027, et une mise en service prévue en 2034-35. Les deux sites actuellement discutés sont situés sur la côte (Kilifi et Kwale) et la centrale envisagée devrait avoir une capacité de 1000 mégawatts (MW). Les modalités de financement du projet ne sont pas connues. Aujourd'hui le mix de production d'électricité au Kenya se construit comme suit : l'énergie géothermique compte pour 45,2 %, l'hydroélectricité pour 21,0 %, l'énergie éolienne pour 16,1 % et le solaire pour 3,9 %.

Madagascar

Mesures de sauvegarde imposées par l'ANMCC aux importations de lait concentré

L'Autorité nationale chargée des mesures correctives commerciales (ANMCC) de Madagascar a décidé de limiter les importations de lait concentré dans le pays à 3 000 tonnes par an, avec un droit additionnel de 32 % pour les quantités excédent ce quota en 2023. Cette mesure, qui sera progressivement réduite les années suivantes, vise à protéger la production nationale face à l'augmentation massive des importations, principalement en provenance de la Malaisie, des Pays-Bas, de Singapour et de la Chine. A noter que certains pays en développement seront exemptés de cette mesure. Le gouvernement souhaite notamment au

travers de cette décision, qui concerne une grande partie de son industrie agroalimentaire, afficher sa volonté de protéger les industries nationales.

Démarrage du projet emblématique de pipeline d'Efaho

Le projet de pipeline d'Ambovombe, lancé en avril 2023, vient de connaître une importante étape avec la livraison des équipements qui permettront la construction des 11 premiers kilomètres, sur 97 km prévus. Ces équipements ont été réceptionnés par une forte délégation conduite par le ministre de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène (MEAH) malgache, Fidiviavo Ravokatra, au port de Fort Dauphin. Le pipeline traversera 60 villages au niveau de 3 districts du sud-est du pays (Taolagnaro, Amboasary et Ambovombe), pour apporter l'eau potable à 460 000 personnes, irriguer 80 000 ha de terres agricoles et alimenter 120 points d'eau destinés au bétail, ainsi que d'une manière générale renforcer la résilience de la population. Ce projet, d'un montant de 80 MUSD, qui est réalisé par l'entreprise chinoise Top international engineering corporation, est financé par un prêt à des conditions commerciales de la *Trade and Bank Development (TDB)* et une partie des allocations de droits de tirage spéciaux (DTS) du Fonds monétaire international (FMI).

Maurice

Stabilité des réserves de change sur l'année 2023

Selon les statistiques de la Banque centrale de Maurice, les réserves de change en devises ont atteint 6,8 Mds USD en août

2023, soit à un niveau stable par rapport à janvier 2023 (6,8 Mds USD). Cependant, les réserves d'août 2022 étaient de 7,1 Mds, soit une baisse de -3,7 % en glissement annuel. Les réserves d'août 2023 permettent de couvrir l'équivalent de 10,5 mois d'importations, soit à un niveau presque équivalent par rapport à août 2022 (10,7 mois) et à janvier 2023 (10,3 mois). Quant à août 2021, les réserves en devises étaient de 7,5 Mds USD, soit l'équivalent de 15,1 mois d'importations.

Ouganda

La Chine étend son influence dans les infrastructures

Le contrôleur général a indiqué que le projet ferroviaire de 47 MEUR pour la réhabilitation du corridor Tororo-Gulu (375 km), initialement attribué à Sogea Satom et financé en partie par la coopération européenne (don de 34 MEUR), était sur le point d'être repris en main par l'entreprise de construction chinoise (CRBC). Par ailleurs, le financement de l'oléoduc Eacop (5 Mds USD), devant relier les gisements de Tilenga à la côte Est de la Tanzanie devrait mobiliser, pour la partie dette, l'agence de crédit export chinoise Sinosure. La hauteur de la contribution reste à déterminer.

La Banque Africaine de Développement (BAD) soutient l'utilisation des engrais

La BAD vient d'octroyer une garantie partielle de crédit de 2,0 MUSD et un don de 0,9 MUSD pour le projet « Financement des engrais pour la gestion durable de l'agriculture (FFSAM) » en Ouganda. Ce projet vise à augmenter la productivité agricole en facilitant l'accès en temps voulu

aux engrais et leur utilisation correcte par les exploitants de petites parcelles agricoles. Pour rappel, l'Ouganda se caractérise par un faible taux d'utilisation des engrais (2,5 kg/ha/an contre 65 kg/ha/an au Kenya) et doit à terme investir dans des capacités supplémentaires de production d'intrants agricoles.

Rwanda

Le secteur de l'assurance réalise un bénéfice pour la première fois en 6 ans

Selon le gouverneur de la Banque nationale du Rwanda, le secteur rwandais de l'assurance a réalisé un bénéfice technique au cours du premier semestre 2023. Une première en six ans. Pour information, le bénéfice technique correspond à la prime acquise et restante après le paiement des sinistres et la déduction des frais administratifs (exclusion des bénéfices réalisés sur des investissements financiers). Les chiffres de la banque centrale pour les trois dernières années indiquent qu'en juin 2021, le secteur de l'assurance a enregistré une perte technique de 200 MRWF (156 kEUR), et de 400 MRWF (362 kEUR) pour la même période en 2022, mais qu'en juin 2023, il a enregistré un bénéfice technique de 1,9 Mds RWF (1,5 MEUR). Dans l'ensemble, le secteur a vu son bénéfice augmenter de 7,1 Mds RWF en 2021 à 12 Mds RWF en juin 2023.

Seychelles

Prévision d'accroissement des revenus touristiques de 3 % par an d'ici 2025

Selon le dernier rapport de l'agence Fitch, publié le 15 septembre, les revenus du tourisme aux Seychelles devraient s'accroître de 3 % en moyenne par an d'ici 2025, soit une performance très en deçà des 24 % atteints par le pays sur la période 2016-2019. Après le rebond de 2022 dans ce secteur avec une augmentation annuelle de 82 % et un revenu de 932 MUSD selon la banque centrale, 2023 devrait connaître une baisse de l'activité. L'industrie touristique seychelloise est en effet confrontée à un double défi, l'impact du changement climatique (d'autant plus que le besoin de financement annuel pour l'atténuation du changement climatique est estimé par l'agence à 5 % du PIB, alors que le pays n'y consacre que 0,9 % par an), et le climat économique des régions de provenance des touristes, en particulier l'Europe, qui est peu favorable. A noter, toutefois, que les autorités seychelloises prévoient un retour à leur niveau de 2019 à l'horizon 2026 pour les arrivées de touristes.

Somalie

Selon le FMI, la Somalie est en bonne voie pour bénéficier d'un allègement total de sa dette décembre

Après avoir confirmé sa bonne volonté dans la coopération avec le FMI, la Somalie est en bonne voie pour bénéficier d'un allègement total de sa dette et d'atteindre le point d'achèvement de l'initiative PPTE. A la suite de la dernière revue FMI réalisée dans le cadre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC), le Fonds souligne les progrès significatifs de la Somalie dans la mise en œuvre de réformes afin de relancer l'économie, d'augmenter les recettes publiques, d'améliorer la transparence et de renforcer

le secteur financier, malgré les nombreux vents contraires, en particulier la situation sécuritaire. Laura Jaramillo, qui a dirigé les services du FMI, a déclaré que malgré ces difficultés, la Somalie a rempli presque toutes les conditions requises pour bénéficier de l'allègement total de la dette et que les prêteurs ont déjà accepté de remettre jusqu'à 76,8 % de la dette totale de la Somalie. Il reste toutefois encore beaucoup à faire pour redresser l'économie.

Soudan

Pas de brève cette semaine

Soudan du Sud

Le Soudan du Sud à la recherche d'investisseurs pour exploiter ses ressources minières

Le ministre des Mines, Martin Abucha, se rendra à Cape Town pour le sommet sur les métaux critiques du 17 au 19 octobre prochain avec l'ambition de présenter aux investisseurs les richesses minérales de son pays. En cours de caractérisation, le sous-sol du Soudan du Sud disposerait de plus de 8 MT de cuivre et d'importantes réserves d'or, cobalt et autres métaux nécessaires pour la transition énergétique. L'Afrique du Sud - à travers sa compagnie publique minière AEMFC - est impliquée dans le développement du secteur en fournissant de l'expertise.

Tanzanie

Lancement des travaux de construction du premier port de pêche du pays à Kilwa

La présidente Samia Suluhu Hassan a donné le coup d'envoi le 19 septembre de la construction du port de pêche de Kilwa, d'un coût total estimé à 112 MUSD, le projet devrait durer 36 mois. Le ministre de l'élevage et de la pêche, Abdallah Ulega, a indiqué que les nouvelles infrastructures devraient notamment abriter deux entrepôts frigorifiques d'une capacité cumulée de près de 1 400 tonnes de poisson congelé et réfrigéré. Le port de pêche de Kilwa disposera également d'une zone spéciale de transformation du poisson, d'un atelier de fabrication de filets de pêche, mais aussi d'une aire de stationnement pouvant accueillir aussi bien de gros bateaux de pêche que de petits bateaux. La nouvelle infrastructure devrait être capable de fournir au moins 60 000 tonnes de poisson par an pour répondre aux besoins du marché local, mais aussi pour les exportations. Une fois le nouveau port achevé, la *Tanzanie Ports Authority (TPA)* sera mandatée pour en assurer la gestion. Le port serait exploité dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP) pour attirer de nouveaux investissements dans le secteur de la pêche. Ce projet prévoit également de créer plus de 30 000 emplois. En Tanzanie, plus de 4,5 millions de personnes sont employées dans le secteur de la pêche. Selon les données de la Banque mondiale, la production halieutique du pays a totalisé plus de 621 000 tonnes en 2021. La pêche intérieure représente actuellement plus de 80 % de l'approvisionnement en poisson de la Tanzanie, mais avec la construction du port de pêche de Kilwa, la contribution de la pêche maritime pourrait augmenter considérablement.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART
quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Béatrice ALPERTE

beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE

julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Gregory SIDRAC

gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr, heloise.tournoux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Nairobi et des SE de l'AEOI

Abonnez-vous : michael.mbae@dgtresor.gouv.fr